Jeunesses françaises

Bac + 5 *made in* banlieue

Fabien Truong
Paris, La Découverte, coll. « SH / L'envers des faits », 2015, 283 p.
ISBN : 978-2-7071-8688-1

Note de lecture rédigée par Gilles Martin, professeur de SES au lycée Lakanal à Sceaux (92)

À chaque rentrée scolaire fleurissent des ouvrages écrits par de jeunes professeurs, fraîchement nommés dans un collège ou un lycée de banlieue, qui déplorent l'ignorance et les incivilités de leurs élèves. Le livre de Fabien Truong, issu de sa thèse de doctorat dirigée par Stéphane Beaud, prend le contre-pied de ces essais, en cherchant à comprendre les conditions de réussite de ces jeunes.

Son approche ethnographique repose sur le suivi longitudinal d'une cohorte d'élèves qu'il a d'abord connus en terminale dans différents lycées de Seine-Saint-Denis où il enseignait les sciences économiques et sociales, et qu'il a ensuite suivis tout au long de leur scolarité dans l'enseignement supérieur jusqu'au Master (Bac + 5).

Dans *Jeunesses françaises*, il retrace, pas à pas, leurs parcours souvent chaotiques en filant la métaphore du cheval à bascule. Pour ces jeunes de banlieue, la scolarité dans l'enseignement n'est pas un long fleuve tranquille. Très souvent, ils sont à la limite de la rupture, subissant une orientation post-bac inadaptée, pâtissant d'un enseignement supérieur massifié où ils peinent à trouver des repères et où ils manquent de soutien de la part des enseignants. Mais ils ne tombent pas du cheval à bascule et réussissent à se maintenir en équilibre grâce à leur persévérance, au soutien des groupes de pairs…

En explorant les différentes filières de l'enseignement supérieur, Fabien Truong montre bien que les choix d'orientation influent grandement sur la réussite scolaire.

Sans surprise, à Bac + 2, ce sont les filières courtes sélectives (STS et IUT) qui conviennent le mieux à ces jeunes avec des taux d'encadrement plus élevés et des objectifs plus lisibles : « Avant, j'étais dans le flou quand je travaillais, ça ne marchait pas. Maintenant, j'arrive à m'organiser » (Irfan, étudiant en IUT).

À l'inverse, les premières années de licence à l'université (L1 et L2) apparaissent comme un univers anomique où la liberté laissée aux étudiants est vécue comme un piège.

En classes préparatoires aux grandes écoles, le manque de capital culturel et de capital social est un lourd handicap, ces jeunes étant ici confrontés à de véritables héritiers.

Pour ceux qui sont restés en équilibre sur le cheval à bascule, la fin de la scolarité jusqu'au Master 2 révèle d'autres mésaventures. La désillusion est grande pour ceux qui ont choisi d'intégrer une école de commerce, où ils se sentent davantage traités comme des clients que comme des étudiants : « En faisant un audit de toutes les écoles avec les anciens de la prépa, on s'est rendu compte que c'est partout pareil. Ce sont toutes des mafias. Et le contenu des cours, c'est vraiment du flan ! »

Ceux qui intègrent Sciences Po « par la petite porte » (procédure CEP, conventions d'éducation prioritaire, réservées aux élèves de ZEP) peinent à s'intégrer, le stigmate de leur recrutement leur collant à la peau. Au terme de leur scolarité, lorsque ces jeunes font le bilan de leurs études supérieures, émergent clairement les deux principales qualités pour réussir lorsqu'on est issu du « 9-3 » : le pragmatisme qui permet de rester en équilibre sur le cheval à bascule et la réflexivité qui permet de prendre du recul par rapport aux discours des autres en devenant ainsi un véritable adulte.

Pour conclure cette plongée passionnante au sein de cette jeunesse française trop souvent stigmatisée et si rarement écoutée, laissons la parole à Sergueï qui, après une scolarité compliquée dans l'enseignement supérieur, devient professeur de SES et confie à Fabien Truong : « Prof, c'est pas voir grand, mais c'est apporter sa pierre à l'édifice, je trouve ça bien… mais c'est dur. »

Les Faux-semblants du Front national

Sociologie d'un parti politique

Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po, 2015, 605 p.
ISBN : 978-2-7246-1810-5

Note de lecture rédigée par Igor Martinache, Prag de SES à l'université de Lille 1

Les dernières élections régionales ont rappelé, s'il en était besoin, que le Front national était solidement implanté dans le paysage politique hexagonal. Un seul chiffre suffit à résumer le phénomène : 358 conseillers régionaux, soit 3 de plus que le Parti socialiste. À ces derniers s'ajoutent 11 mairies, 1546 conseillers municipaux et 61 conseillers départementaux. Le Front national revient pourtant de loin : depuis la scission mégrétiste en 1998 et la crise indissociablement militante et financière de la décennie 2000, beaucoup avaient déclaré le FN moribond.

Au contraire, la succession de Marine Le Pen à la présidence du parti, en janvier 2011 lors du Congrès de Tours [1], a marqué pour beaucoup un tournant et en particulier le début d'un processus que d'aucuns qualifient de « dédiabolisation ». C'est ce schéma narratif que soumettent à l'examen les auteurs de cet imposant ouvrage collectif. La vingtaine de contributeurs réunis (politistes mais aussi historiens, journalistes et même juriste) proposent une véritable radioscopie du parti. Ils s'astreignent d'une part à un effort de « normalisation méthodologique », consistant à étudier la formation lepéniste avec les outils et concepts classiques de la sociologie des partis politiques et privilégient d'autre part une logique cumulative plutôt qu'un examen approfondi d'une seule dimension (programmatique ou organisationnelle).

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la « reconstruction du parti », en particulier à la (re) constitution de ses réseaux, dont les ramifications s'étendent dans diverses directions : les réseaux de la « Nouvelle Droite », mais aussi l'international, via Internet, et même les syndicats, avec ces dernières années, quelques « prises de guerre » dans les rangs des grandes confédérations.

La deuxième partie porte sur « l'ébauche » de rénovation discursive et programmatique : les auteurs étudient successivement les involutions du discours officiel du parti pour mettre en évidence les invariants derrière les ravalements de façade. À lire en particulier, un article particulièrement roboratif de Valérie Igounet consacré à la formation interne au FN depuis sa création.

La troisième partie est consacrée à l'électorat du FN, sous plusieurs angles d'observation, cartographique, statistique et ethnographique, qui convergent à montrer un certain nombre de « changements dans la continuité » pour reprendre le titre de l'un des chapitres, avec une progression au sein de certains groupes jusque-là « immunisés », à commencer par les femmes. Elle comprend aussi une utile mise au point de Florent Gougou concernant le vote des ouvriers pour le FN.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage porte sur la polarisation des champs politique et médiatique sur le FN, avec notamment un long mais nécessaire – et pédagogique – article d'Alexandre Dézé sur le rôle des médias et des instituts de sondage dans la construction de l'image d'un « nouveau » FN. Car c'est bien cette baudruche que ces différents textes viennent finalement dégonfler. En mettant en évidence un certain nombre de continuités, et notamment d'ambiguïtés savamment entretenues mais aussi de contradictions internes derrière la façade de respectabilité que cherche à se bâtir Marine Le Pen et son état-major, les différentes enquêtes ici réunies viennent montrer que la « dédiabolisation » désigne avant tout une stratégie de communication que les dirigeants du FN manient avec habileté en s'appuyant sur des médias soucieux de leur audience, sans que cette stratégie de communication épuise pour autant les facteurs de sa remontée. Plus que des investigations savantes, l'enrayer demandera de véritables inflexions politiques, et peut-être une véritable réflexion sur nos institutions démocratiques.

[1] Nouvelle illustration de la fameuse sentence de Karl Marx : « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce » (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851).

Produire le consentement

Michael Burawoy
Éd. La Ville Brûle, coll. « Mouvement réel », 2015, 303 p.
ISBN : 978-2-36012-034-5

Note de lecture rédigée par Igor Martinache, Prag de SES à l'université de Lille 1

Peu connu dans l'Hexagone, Michael Burawoy est pourtant l'un des plus éminents sociologues vivants, spécialiste du travail. Britannique de naissance, il est installé de longue date aux États-Unis, à Berkeley (Californie) où il enseigne aujourd'hui. Il a cependant beaucoup bourlingué, se faisant embaucher comme ouvrier pour réaliser des observations participantes, de la Zambie – alors qu'il était étudiant – à ce qui constituait encore le « bloc de l'Est » emmené par l'URSS avant sa désagrégation en 1991. Malgré cela, il aura fallu attendre pas moins de trente-six ans pour voir enfin cet ouvrage, tiré de sa thèse de doctorat, traduit en langue française. Son traducteur, le sociologue Quentin Ravelli, avance lui-même une hypothèse dans son introduction : le climat des années 1980 et 1990, marqué en Europe par un certain reflux des courants critiques dans les sciences humaines, n'aurait pas été favorable à « l'importation [...] d'un produit triplement douteux : l'ethnographie marxiste américaine » (p. 7). Michael Burawoy propose en effet ici le compte rendu d'une enquête en immersion de onze mois, en 1974-1975, parmi les ouvriers d'une usine de moteurs de machines agricoles au sud de Chicago. Loin de se contenter de rendre compte de ses observations, il les utilise pour discuter finement certaines apories, à ses yeux, de la théorie marxiste concernant le travail. Rien de moins.

L'auteur défend ainsi la thèse selon laquelle pour comprendre comment la domination capitaliste se perpétue, il faut en rechercher les racines au sein du procès de travail lui-même, et non se contenter de considérer que les rapports en son sein découleraient directement d'une idéologie diffusée à l'extérieur, à commencer par l'école, les médias ou la famille. Loin de s'effondrer sous l'effet de ses contradictions et de la lutte des classes, comme le prédisait Marx, force est en effet de constater que le capitalisme ne cesse de se transformer pour mieux durer [1]. Burawoy analyse ainsi le passage de ce qu'il appelle un « capitalisme concurrentiel » à un « capitalisme de monopole » qui aurait marqué l'avènement du fordisme, comme le diraient les économistes du courant de la régulation, sans s'apercevoir cependant à l'époque qu'il vit les dernières heures des mal nommées « Trente Glorieuses », ainsi qu'il le reconnaît dans la postface écrite trente ans plus tard.

Cette dynamique traverse en tous cas de manière ostensible l'organisation de l'usine dans laquelle Michael Burawoy se fait embaucher comme machiniste, trente ans après Donald Roy, figure fondatrice de la sociologie du travail états-unienne [2] – ce qu'il ne réalise qu'au bout d'un certain temps, et va lui fournir un très précieux point de comparaison temporel.

Au fil des chapitres, Burawoy déploie ainsi son argumentation, par une succession de va-et-vient entre ses observations, celles de Donald Roy et le canevas théorique qu'il ne cesse de compléter. Mettant ainsi en application la méthode de « l'étude de cas élargie » qu'il théorisera par la suite, il consacre la première partie de l'ouvrage à critiquer la sociologie industrielle traditionnelle, à commencer par l'école des « relations humaines » née dans les années 1930 dans le sillage d'Elton Mayo et de sa fameuse enquête à l'usine Hawthorne. Burawoy montre ainsi comment, malgré l'attention qu'elle a portée à l'organisation du travail, celle-ci a échoué à mettre en évidence ce qui se joue réellement au sein des rapports de production, faute de tenir compte du contexte politique et idéologique dans lequel ils s'inscrivent. Ce qui a notamment conféré à ces travaux un biais certain en faveur du point de vue patronal.

La sociologie des organisations qui va se développer sur ces fondements présente également un paradoxe majeur que pointe Burawoy : celui de postuler des rapports de production qui seraient implicitement harmonieux en même temps que d'affirmer la nécessité d'exercer un contrôle social sur les travailleurs. Après avoir mis en évidence l'insuffisance des différentes tentatives de résolution de ce paradoxe énoncées jusque-là, l'auteur défend sa propre analyse empreinte de marxisme, qui consiste, en résumé, à considérer que le procès de travail capitaliste se caractérise pour sa part, à

[1] Pour une analyse de ses dernières métamorphoses à partir de l'analyse des manuels de gestion, voir Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme,* Paris, Gallimard, 1999.

[2] Voir le recueil de ses articles : Donald Roy, *Un Sociologue à l'usine,* Paris, La Découverte, 2006.

l'opposé, par le « mouvement simultané de sécurisation et d'obscurcissement de la plus-value » (p. 58).

À partir de là, Michael Burawoy analyse comment le consentement des travailleurs à leur exploitation se (re)produit concrètement dans les ateliers. Plusieurs dispositifs, eux-mêmes évolutifs, y jouent un rôle central d'après le sociologue : l'existence d'abord d'un système assez élaboré de rémunération au rendement, qui fait du travail un véritable *jeu* [3] pour les ouvriers et qui prend ici la forme du *making out*. Il s'agit d'un objectif de production à atteindre qui dépend du poste et de la machine utilisée, dont le dépassement permet l'octroi d'une prime, dans les limites d'un certain plafond (par exemple 140 % du quota) à ne pas dépasser. Les règles de ce jeu sont en pratique très élaborées et font intervenir des paramètres que les travailleurs ne maîtrisent pas, à commencer par les pannes de machine, mais aussi leur interdépendance. Burawoy note ainsi qu'entre l'époque de Roy et la sienne, l'assouplissement des quotas et l'amélioration des machines ont notamment favorisé une horizontalisation des conflits au sein de l'usine, ceux-ci ne s'opposant plus tant à leur hiérarchie qu'à d'autres groupes d'opérateurs considérés comme des freins à leur propre travail.

L'auteur pointe également l'importance de la formation d'un marché interne du travail et de ce qu'il qualifie « l'État interne » de la firme. S'agissant du premier, Burawoy se distancie des analyses qu'en ont faites les économistes, notamment Michael Piore et Peter Doeringer, pour lesquels la gestion des postes et de l'évolution des carrières à l'intérieur même des firmes résulterait essentiellement du développement de compétences spécifiques à chacune. Selon Burawoy en effet, la mobilité interne et l'octroi d'avantages sur le critère de l'ancienneté (salaires, retraites ou même sécurité contre le licenciement) participent surtout pleinement à dissoudre les tensions entre salariés et patrons et à accroître au contraire celles entre salariés. « L'État interne » désigne pour sa part l'ensemble relativement autonome des « institutions qui organise, transforme ou réprime les luttes concernant les relations de production et les rapports de production à l'échelle de l'entreprise » (p. 139-140). C'est ce qui permet selon l'auteur de coordonner les intérêts des syndicats et de la direction, tous deux impliqués au premier chef dans la régulation des rapports de production, via la négociation et la définition de formes légitimes de conflit, mais aussi en ralliant, chacune à leur manière, les ouvriers aux objectifs de productivité.

S'il n'est pas possible de restituer ici toute la richesse de cet ouvrage, on finira en insistant sur la postface de l'auteur, reprise d'un article paru il y a onze ans dans la *Nouvelle Revue du Travail* et dans lequel l'auteur propose un bilan critique de haute volée des évolutions de la sociologie du travail au cours des trois décennies précédentes, en reconnaissant notamment ses propres erreurs et points aveugles. Un exercice de modestie dont gagneraient sans doute à s'inspirer nombre d'auteurs de bien moindre calibre…

3 Cette dimension centrale de la ludification des processus de production a récemment été pertinemment remise en avant par Marie-Anne Dujarier dans sa recherche sur les « planneurs », ces cadres qui organisent le travail des autres. Voir *Idées économiques et sociales*, n°182, décembre 2015, p. 78.

Économie politique des capitalismes

Robert Boyer
Paris, La Découverte, 2015, 384 p.
ISBN : 978-2-7071-8626-3

Note de lecture rédigée par Igor Martinache, Prag de SES à l'université de Lille 1

Il est un anniversaire qui risque fort de passer quelque peu inaperçu auprès de nos concitoyens, celui de la théorie de la régulation. Cela fait en effet quarante ans qu'est paru *Régulation et Crises du capitalisme* de Michel Aglietta, considéré comme l'acte fondateur de ce courant d'analyse économique qui s'est efforcé d'explorer les tâches aveugles des paradigmes alors existants. S'il s'est quelque peu institutionnalisé, grâce à la constitution d'un collectif d'auteurs reconnus internationalement, mais aussi d'une association – Recherche & Régulation – et d'une revue éditée sous l'égide du CNRS [1], il manquait encore un manuel présentant de manière synthétique les propositions et discussions internes de cette « école » de recherche. Cette lacune est désormais corrigée grâce à Robert Boyer, l'un des fondateurs de ce courant, et président de Recherche & Régulation.

Disons-le d'emblée, l'ouvrage est dense, parsemé d'équations et de références implicites à l'histoire et la théorie économiques, ce qui le rend difficile d'accès aux élèves de lycée – et, reconnaissons-le, à nous aussi –, mais sa lecture n'en est pas moins extrêmement stimulante et devrait pratiquement être rendue obligatoire aux enseignants de SES !

Impulsé au début des années 1970 par deux foyers – l'un au sein de l'administration publique, à l'Insee et à la Direction de la prévision de Bercy en particulier, par les concepteurs des principaux modèles macroéconomiques alors en vigueur (Michel Aglietta, Bernard Billaudot, Jacques Mazier ou Robert Boyer lui-même) ; l'autre, chez des universitaires influencés par l'approche marxiste de l'école du Capitalisme monopoliste d'État (CME) qui fondent le Groupe de recherche sur la régulation de l'école capitaliste (Grrec) –, le courant de la régulation s'efforce de comprendre les transformations des structures du capitalisme contemporain alors que se donnent précisément à voir un certain nombre de ruptures macroéconomiques majeures avec la fin des Trente Glorieuses. Tout en privilégiant, donc, le concept de capitalisme à celui de marchés – que les auteurs néoclassiques, qui commencent à prendre l'ascendant, placent au cœur de leur analyse –, les auteurs qui s'agrègent autour de la bannière de la régulation insistent également sur la nécessité de dépasser les cloisonnements disciplinaires et de mêler les apports des différentes sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, science politique, etc.) pour comprendre la dynamique des structures économiques, leurs différences entre des modèles de capitalismes nationaux dont il convient de repérer les variations, les facteurs de leur relative stabilité respective, mais aussi ceux des crises qu'ils ne manquent pas de traverser périodiquement et qui remettent en cause les équilibres jusque-là en vigueur.

Un programme incontestablement ambitieux, qui n'a pas manqué de susciter critiques et incompréhensions auxquelles Robert Boyer s'emploie ici à répondre au fil des dix chapitres qui composent cet ouvrage, et dont une partie est en fait reprise d'une précédente ébauche de manuel sur l'approche régulationniste parue dans la même collection [2]. L'auteur expose tout d'abord, après avoir présenté les deux principales sources d'inspiration auxquelles ils ont initialement puisé – *Le Capital* de Marx et l'école des Annales –, les « sept questions » fondamentales qui guident les travaux des chercheurs régulationnistes : quelles sont les institutions de base nécessaires à l'établissement d'une économie capitaliste ? À quelles conditions une configuration donnée de ces institutions engendre-t-elle un processus d'ajustement économique relativement stable ? Comment expliquer la survenue périodique de crises au sein même de régimes de croissance dotés jusque-là d'une certaine réussite ? Quelles sont les forces qui transforment les institutions du capitalisme ? Pourquoi les crises reviennent-elles sans être jamais exactement les mêmes ? Quels outils peuvent permettre d'analyser la viabilité de formes émergentes de capita-

1 La *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* a succédé en 2007 à *L'Année de la régulation* publiée à partir de 1997. Voir son site internet : regulation.revues.org.

2 Robert Boyer, *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2004.

lisme ? Et enfin, comment formaliser simultanément un mode de régulation et les crises spécifiques qui l'éprouvent ?

Dans la première partie de l'ouvrage, Robert Boyer revient donc sur les « fondamentaux » de la théorie de la régulation, en mettant en évidence l'importance cruciale des institutions dans le développement des économies capitalistes, à rebours des approches relevant de l'individualisme méthodologique et d'un certain « optimisme de marché » qui s'incarne notamment dans la figure du commissaire-priseur walrassien. Dans la lignée des travaux de sociologie économique, il met ainsi en évidence un certain nombre de ces institutions « cachées » indispensables à l'existence de marchés, à commencer par le *régime monétaire* – qui précède leur mise en place, et non l'inverse comme la fable du troc chère aux néoclassiques souvent reprise dans nos enseignements le voudrait [3] –, mais aussi les *formes de concurrence*, le *rapport salarial*, les *relations État / économie* et les *modalités d'insertion dans l'économie internationale*. Ces cinq formes institutionnelles répondent à autant d'apories de la théorie de l'équilibre général, et leur articulation constitue elle-même un *mode de régulation* particulier, dont la cohérence peut assurer une certaine stabilité, entendu qu'« on ne saurait concevoir une *économie pure*, c'est-à-dire dénuée de toute institution, de forme de droit ou encore d'ordre politique. Les institutions de base d'une économie marchande supposent des acteurs et des stratégies autres qu'économiques. Ces interventions n'ont a priori pas pour objectif premier de stabiliser l'économie, mais c'est pourtant de *l'interaction entre la sphère économique et la sphère juridique / politique* que résultent les modes de régulation » (p. 34), résume ainsi l'auteur.

Robert Boyer développe ensuite le concept, plus général, de *régime d'accumulation*, en expliquant tout ce qui distingue l'analyse régulationniste du marxisme plus orthodoxe. Contrairement à ce dernier, elle considère en effet la diversité des rapports sociaux et leur caractère dynamique, tout en récusant *a contrario* l'idée d'une dynamique générale et univoque du capitalisme, avec notamment un État considéré comme un simple agent du capital et des crises toujours identiques dans leurs mécanismes. Sont ensuite présentées la méthodologie même de l'analyse régulationniste et la succession des principaux grands modes de régulation qu'elle a permis de mettre en évidence au cours des trois derniers siècles. Ces modes de régulation sont caractérisés par deux paramètres clés : le caractère de l'accumulation (intensive ou extensive) et le degré d'intégration de la demande au capitalisme. Enfin, tout en développant le cas particulier du fordisme auquel est fréquemment attachée la théorie de la régulation et qui joue effectivement un rôle de repère central pour ses auteurs, il rappelle que celui-ci n'est cependant pas son objet exclusif. Le quatrième chapitre est pour sa part consacré à la théorie particulière des crises portée par ce courant, non moins centrale que l'étude de la stabilité relative des modes de régulation. Celle-ci insiste tout particulièrement sur le caractère endogène – ou dans le langage de ces chercheurs, *endométabolique* – des facteurs de crise propres à chaque mode de régulation, qui contient en quelque sorte ses propres limites et finit inévitablement par y parvenir au bout d'un certain temps. « Chaque économie a les crises de sa structure » (p. 105), peut-on résumer, contre la vision dominante qui voudrait qu'elles résultent essentiellement de déviations par rapport à un idéal de marché.

La seconde partie de l'ouvrage, plus volumineuse, est quant à elle consacrée aux « développements » qu'ont permis ces premiers postulats et outils. Le chapitre 5 revient ainsi plus particulièrement sur les formes institutionnelles, dont il vient préciser les déclinaisons organisationnelles, en rappelant notamment que toute rationalité est nécessairement située, pour montrer que les institutions sont finalement l'intermédiaire essentiel, faisant le lien entre les niveaux macro et microéconomiques, ce qui renvoie dos-à-dos les approches proposant à partir de l'un ou de l'autre. Sont ensuite détaillés les « nouveaux » arrangements institutionnels qui ont notamment succédé au fordisme. L'auteur insiste ainsi après d'autres sur la diversité des modèles productifs et partant des capitalismes, en apportant également un soin particulier à l'examen des « rapports de formation » (autrement dit de l'articulation entre systèmes éducatifs et formes d'emplois) et aux systèmes nationaux de protection sociale. Sont ensuite abordées dans les chapitres suivants les interactions entre sphères économique et politique, dont l'analyse, pourtant essentielle, souffre cependant, selon Robert Boyer, d'un insuffisant dialogue entre économistes et politistes ; la diversité des formes de capitalisme contemporaines – qui se distinguent notamment par la manière dont elles

[3] Voir notamment sur ce point les travaux de Michel Aglietta et André Orléan, en particulier l'ouvrage collectif qu'ils ont dirigé : *La Monnaie souveraine,* Paris, Odile Jacob, 1998.

ordonnent la place respective du marché, des firmes, de l'État et de la société civile – ; l'articulation entre les différentes échelles, régionale, nationale et internationale, et enfin les modalités de transition d'un mode de régulation au suivant.

Sans pouvoir davantage détailler ici ces différents aspects, on se bornera à pointer que sur chacune de ces questions, l'auteur s'emploie, au-delà de sa présentation, à montrer la supériorité de l'approche régulationniste sur ses concurrentes – tant néoclassique que postkeynésienne notamment –, tout en appuyant néanmoins son propos sur des exemples concrets issus de l'analyse de modes de régulation ou de production nationaux, mais aussi d'études de cas plus particuliers, comme celle sur le changement des normes de qualité des vins de Bourgogne, à laquelle il a lui-même participé s'appuyant sur l'analyse sociologique des réseaux.

Si l'exercice d'autopromotion de l'approche régulationniste mérite sans conteste des réponses en contrepartie des théories concurrentes mises en cause – autrement dit la mise en œuvre d'un véritable dialogue pluraliste dans la discipline économique –, celui-ci ne gâche cependant rien à la lecture de cet ouvrage. Car au-delà même de la défense paradigmatique, celui-ci constitue un bel exercice de pédagogie – avec une abondance de schémas et tableaux récapitulant les principaux points développés dans le texte –, ainsi que d'érudition, en abordant aux détours de sa démonstration quantité de sujets cruciaux et brûlants d'actualité, telles la phase de crise mondiale ouverte en 2008 ou la question de la monnaie unique européenne, mais aussi justement la formation d'un consensus scientifique, que l'auteur distingue clairement de la vérité scientifique à la suite des travaux de Paul David concernant la manière dont les chercheurs font face à l'incertitude qui peut entacher leurs résultats dans une approche en partie inspirée par la théorie des jeux [4] (p. 306-307).

Robert Boyer a enfin la modestie de reconnaître que la théorie de la régulation n'a pas réponse à tout et se heurte au défi de comprendre les transformations auxquelles nous faisons face aujourd'hui, à commencer par la viabilité du mode de régulation inédit que donne à voir la République populaire de Chine, ainsi que les conséquences de la financiarisation du régime d'accumulation, avec un néolibéralisme incapable de lui conférer une stabilité relative.

En résumé, l'avenir reste largement ouvert, et si, pas plus qu'aucun autre courant, la théorie de la régulation ne permet de le prévoir, elle fournit néanmoins nombre d'outils pour en analyser les structures et rappelle ainsi contre les prétentions scientifiques de certains que l'économie est surtout politique.

4 Voir en plus des textes de Paul David auxquels renvoie Robert Boyer, cet article très pédagogique : Paul David et Dominique Foray, « Une introduction à l'économie et à la société du savoir », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 171, 2002, p. 13-28.

Livres reçus par la rédaction

- *Logique de classe. Edmond Goblot, la bourgeoisie et la distinction sociale*
  Michel Lallement
  Paris, Les Belles Lettres, 2015, 373 p.
  ISBN : 978-2-251-90013-1

- *Les Sciences économiques et sociales. Histoire, enseignement, concours*
  Marjorie Galy, Erwan Le Nader, Pascal Combemale (dir.)
  Paris, La Découverte, coll. « Grands Repères », 2015, 313 p.
  ISBN : 978-2-7071-8632-4

- *Le mariage est un reste d'esclavage*
  Jean-Baptiste André Godin (présentation et notes par Michel Lallement)
  Paris, éditions D'ores et déjà, 2015, 73 p.
  ISBN : 978-2-918527-30-5